

# Fuites : Milquet vise surtout les écoles

● Dès ce lundi, l'Inspection scolaire va poursuivre ses auditions, visant à trouver les responsables du fiasco des épreuves du CESS (6<sup>e</sup> secondaire) et du CE1D (2<sup>e</sup> secondaire). Rappelons que les annulations des tests d'histoire (CESS), de sciences et de l'épreuve écrite de langues modernes (CE1D), suite à la fuite de questions sur les réseaux sociaux, avaient anéanti plus de 170.000 copies. Des profs seront encore entendus aujourd'hui, alors que le dépôt officiel de la plainte judiciaire au parquet de Bruxelles, devrait être confirmé demain. Alors, où trouver ces coupables ? Parmi les directeurs d'école ? Parmi les professeurs ? À l'administration ? Pour la ministre de l'Éducation, Joëlle Milquet, la piste des écoles semble une valeur sûre. C'est ce qu'elle a clairement dit sur un plateau de télévision dimanche midi. Elle y a pointé du doigt des enseignants et certains directeurs négligents, tout en mettant en garde contre tout amalgame visant l'ensemble du monde enseignant.

## LA PHRASE QUI FÂCHE DES ENSEIGNANTES

« Les fuites ne sont pas venues de

*l'administration en tant que telle pendant la période de rédaction. C'est venu à partir du moment où les caisses (de questionnaires) étaient distribuées », a-t-elle affirmé sur le plateau de « Controverse » (RTL-TV).* « Je trouve inacceptable que des acteurs de l'enseignement – et des enquêtes en cours au niveau disciplinaire nous donnent déjà quelques éléments – participent à des divulgations, que ce soit des enseignants, que ce soit sur base de la négligence de certains directeurs », a-t-elle ajouté.

Également invitée, Françoise Bertieaux, cheffe du groupe MR au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, s'est voulue plus prudente : « La ministre va trop vite dans ses accusations. Pour le moment, c'est un sabotage. Je ne sais pas qui l'a fait, je n'accuse donc personne », a-t-elle commenté.

Dimanche après-midi, dans une lettre ouverte, des enseignantes du secondaire refusaient d'endosser la responsabilité des fuites. « Nous méritons davantage de respect », ont-elles dit, refusant de se voir imputer aussi rapidement la responsabilité de ce fiasco. ■

D.SW.